

JEAN-NUMA DUCANGE

La République ensanglantée

Berlin, Vienne :
aux sources du nazisme


ARMAND COLIN

Collection *Mnémosya*

Illustration de couverture : *An die lanterne* (détail) affiche publicitaire de Max Pechstein (1881-1955) pour le magazine éponyme des éditions berlinoises Pass & Gorleb, 1919, Essen, Musée Folkwang © akg-images

Mise en pages : Nord Compo

<p>Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.</p> <p>Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements</p>	<p>d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.</p> <p>Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).</p>
--	--



© Armand Colin, 2022

Armand Colin est une marque de
Dunod Éditeur 11, rue Paul Bert 92240 Malakoff

ISBN : 978-2-200-63177-2

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Remerciements

Un grand merci aux éditions Armand Colin pour leur confiance et à Marie Lécivain pour son suivi éditorial remarquable.

Cet ouvrage n'aurait pu voir le jour sans les conseils de Julien Chuzeville, Nicolas Patin, Paul Pasteur, Nicolas Offenstadt, et les multiples échanges avec eux. Qu'ils soient chaleureusement remerciés ici.

Merci également à Nicole Ducange et Stéphanie pour leurs relectures. Que cette dernière soit remerciée tout particulièrement pour ce qu'elle m'apporte chaque jour.

Principales abréviations

ADAV : *Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein* : Association générale des travailleurs allemands.

SPD : *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*. Parti social-démocrate d'Allemagne.

USPD : *Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands* : Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne.

KPD : *Kommunistische Partei Deutschlands* : Parti communiste d'Allemagne.

KAPD : *Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands* : Parti communiste ouvrier d'Allemagne.

SDAP : *Sozialdemokratische Arbeiterpartei in Österreich* : Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.

SPÖ : *Sozialdemokratische Partei Österreichs* : Parti social-démocrate d'Autriche.

KPÖ : *Kommunistische Partei Österreichs* : Parti communiste d'Autriche.

DDP : *Deutsche Demokratische Partei* : Parti démocratique allemand.

DNVP : *Deutschnationale Volkspartei* : Parti national du peuple allemand.

DVP : *Deutsche Volkspartei* : Parti populaire allemand.

NSDAP : *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* : Parti national-socialiste des travailleurs allemands.

Introduction

Le 15 novembre 2018, des représentants des syndicats de salariés et patronaux célèbrent en grande pompe à Berlin le centenaire des accords « Stinnes-Legien ». Ces derniers ne disent à peu près rien au public français. Ils constituent pourtant une étape décisive de l'histoire sociale et politique de l'Allemagne. Ils mettent en place un élément clef de son fameux « modèle » qui fait rêver nombre de journalistes et d'observateurs. Ces accords inaugurent en effet un « partenariat social » entre patrons et syndicats, visant à limiter la conflictualité sociale et les luttes de classes. Ils s'inscrivent dans un contexte plus large, qui voit notamment l'institutionnalisation de comités d'entreprise (*Betriebsräte*), bases de la démocratie sociale à l'allemande.

Mais la plupart des commémorations ont passé sous silence le contexte insurrectionnel et révolutionnaire qui caractérise la période de ces accords¹. En 1918, quelques jours avant leur conclusion avait été proclamée la République à Berlin et à Vienne. L'Allemagne et l'Autriche entraient en révolution. Si celle qui allait devenir la « République de Weimar » est connue – souvent sous le prisme de sa fin tragique en 1933 avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir – nombre d'événements qui ont accompagné sa fondation demeurent dans l'ombre. Est oubliée ou presque par exemple la résistance au « putsch de Kapp » – une tentative de la droite nationaliste de renverser la République en 1920. À l'appel de toutes les grandes organisations syndicales et politiques qui se réclamaient du mouvement ouvrier, une grève générale massive avait alors permis de mettre en échec ce coup d'État militaire. Cette mobilisation reste jusqu'à nos jours la plus importante qu'ait connu le territoire allemand : douze millions de personnes avaient alors cessé le travail.

De cette période on retient tout au plus quelques figures de martyrs, comme Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, assassinés par les corps francs le 15 janvier 1919. Mais qui peut citer d'autres événements des années 1918-1921, séquence pourtant marquée par une révolution populaire d'ampleur ? On a presque oublié en France les audaces de la gestion de « Vienne la Rouge » par les sociaux-démocrates, qui commence en 1919. Surtout à ne

comprendre cette histoire qu'au prisme des événements de 1933 (triomphe d'Hitler à Berlin) et 1934 (prise de pouvoir par les austro-fascistes à Vienne), on en oublie paradoxalement ce qui a permis ce dénouement. Ni l'Allemagne ni l'Autriche n'étaient fatalement destinés à basculer dans le fascisme et le nazisme. Des révolutions ont bien eu lieu et, avec elles, leur cortège d'expériences démocratiques et d'utopies qui ont marqué les contemporains. Si 1918 est bien la date de la fin de la guerre, elle marque ainsi *aussi* la naissance d'immenses espoirs².

Traditions révolutionnaires

Les pays germanophones ne sont guère associés à l'idée de révolution dans la mémoire collective. Il n'est d'ailleurs pas rare de lire des histoires générales des révolutions où seules quelques lignes sont réservées à ces événements. Pourtant, des jacobins allemands de 1793 aux « printemps des peuples » de 1848, de l'émergence du mouvement ouvrier à la révolution de 1918 – et, même au-delà dans les deux Allemagnes après 1949 et au moment de la chute de la RDA en 1989 – existent de riches traditions républicaines, contestataires et révolutionnaires. Celles-ci sont certes largement marquées du sceau de l'échec. Mais elles ne sauraient pour autant être considérées comme marginales et inexistantes. Elles ont inspiré de nombreux pays, de la France à la Russie. Début 1919, les bolcheviks comptaient sur le triomphe de la révolution allemande pour assurer leur propre survie ; et nombre de socialistes français, malgré les fortes animosités nées pendant la guerre, n'envisageaient pas de paix sur le continent sans une reconstitution de liens forts avec les sociaux-démocrates allemands.

Aussi cet ouvrage, consacré pour une large part aux années 1918-1921, entend proposer une histoire de ce moment révolutionnaire qui a largement conditionné non seulement le sort de l'Allemagne et de l'Autriche, mais aussi de toute l'Europe.

Espaces : une « Mitteleuropa rouge »

Un moment révolutionnaire européen, dont le centre serait Berlin et/ou Vienne ? Il ne s'agit pas de réécrire l'histoire pour se conformer à la vogue actuelle de l'histoire transnationale et globale. Raisonner à cette échelle s'impose bien pourtant : en 1918 nous sommes dans un contexte où « l'effondrement transnational de l'ordre a transformé l'imaginaire politique et

culturel³ ». La révolution ne s'arrête pas aux frontières – non fixées d'ailleurs jusqu'en 1921 – de l'Allemagne et du défunt Empire austro-hongrois. Le cadre « allemand » (au sens des frontières actuelles de la RFA au XXI^e siècle) à proprement parler est trop limitatif pour comprendre tous les enjeux. Il suffit de rappeler qu'un des grands projets républicains en 1848 intégrait, dans un même ensemble, tous les peuples germanophones. Cet espoir d'une « Mitteleuropa rouge » réapparaît furtivement en 1918-1919. Dans les courants les plus internationalistes on rêve d'une République soviétique avec deux pôles, Berlin et Vienne, qui permettrait de renouer avec le vieux rêve de 1848, brisant enfin les divisions imposées par les dynasties des Habsbourg (Vienne) et des Hohenzollern (Berlin)... Or, effet de la nationalisation des historiographies, l'Autriche reste totalement absente dans nombre de récits de la révolution « allemande » ou de certaines de ses figures, quoique l'influence de la révolution russe soit, elle, évidemment mentionnée.

Pourquoi évoquer ce terme de « Mitteleuropa » ? Le terme se distingue des acceptions françaises d'« Europe centrale » (ou « médiane ») qui a tendance à exclure l'Autriche et l'Allemagne. La Mitteleuropa les intègre pleinement, les considérant même comme son noyau central. Ce terme est certes chargé historiquement, toute une tradition l'associe au pangermanisme agressif et au nationalisme. Assurément cette « notion géopolitique de Mitteleuropa reste marquée par l'idéologie nationale libérale de Friedrich Naumann définissant les buts de guerre allemands en 1915 et, dans un ordre encore moins acceptable, par le programme pangermaniste⁴ ». Et « dans certains contextes, elle évoque les pires cauchemars de l'humanité » et le nazisme. Il reste qu'elle peut aussi désigner des « métisages culturels entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, entre l'Europe occidentale, l'Europe médiane et l'Europe orientale⁵ », rejoignant alors les aspirations internationalistes. Partant de là, il existe bien une identité culturelle de la Mitteleuropa. En s'inspirant de cette définition, on peut considérer qu'il a existé une « Mitteleuropa rouge », c'est-à-dire un vaste espace géographique qui sur le plan politique, idéologique, théorique a été secoué par une vague révolutionnaire et républicaine. Ces centres névralgiques furent Berlin, Vienne, Munich et – pendant une courte période – Budapest et bien d'autres villes de moindre importance.

Sans le concept de Mitteleuropa, comment comprendre sinon Rosa Luxemburg, la figure la plus célèbre de l'histoire de la révolution allemande : peut-elle être uniquement saisie dans le cadre d'une histoire « allemande », elle qui était juive polonaise et cosmopolite, et considérait

comme déterminante avant tout l'appartenance à une classe sociale plutôt qu'à une nation ? La même remarque s'applique à Karl Kautsky, le mentor théorique de toutes les fractions du mouvement ouvrier germanophone de cette époque. Peut-on le qualifier d'« autrichien » dans son sens actuel ? Il est né à Prague dans une famille tchéco-allemande, puis venu en Allemagne pour participer à la construction du Parti social-démocrate. On pourrait aussi évoquer les sociaux-démocrates tchèques de l'Empire habsbourgeois, devenus les premiers communistes tchécoslovaques, à l'image de Bohumir Šmeral, qui parièrent longtemps sur l'existence d'une grande République rouge au cœur de l'Europe, respectueuse des minorités nationales. Dans cet ensemble, la centralité de la langue allemande était incontestable depuis le XVIII^e siècle. « L'allemand fut la principale langue internationale, la *lingua franca* d'une région morcelée en aires linguistiques et en nationalités multiples – une *koinè* de l'Europe centrale⁶ ». Certes la langue de la révolution au XVIII^e siècle, et pour une large partie du XIX^e siècle, était le français. Mais en 1918, le révolutionnaire parle *avant tout* allemand grâce à la grande puissance des organisations ouvrières en Autriche et en Allemagne : première force d'opposition avant 1914, elles accèdent aux responsabilités gouvernementales en 1918.

Étudier la révolution, c'est donc faire un pas de côté par rapport aux récits de « sortie de guerre » qui comparent souvent les pays d'Europe de l'Ouest – France, Angleterre – avec l'Allemagne. Cette étude – révolution oblige – est davantage tournée vers l'Est. Certes le concept d'« Europe du milieu » (ou « médiane ») est souvent employé pour distinguer nettement cette dernière du monde russe⁷. Mais au cours de cette période la presse – alors encore le principal media – demeure avant tout très largement occupée par ce qui se passe en Russie : la question de la révolution et du nouveau régime politique revient constamment. À l'heure du triomphe du bolchevisme en 1917-1919 et de son impact mondial, le rapport à Moscou obsède les contemporains. Si le Russe est bien sûr l'ancien adversaire de guerre à Vienne et à Berlin, il a désormais un autre visage : celui du communisme. Pour de nombreux acteurs, l'ancienne hostilité redouble encore, renforçant les préjugés « orientalistes » à son égard. Aussi sont-ils nombreux à ne voir dans octobre 1917 qu'une nouvelle manifestation de la « barbarie asiatique ». Et l'obsession pour cet « Orient » est d'autant plus forte que l'Allemagne perd des territoires à l'Est, tandis que son Empire colonial est dépecé. En ce sens, le rapport à l'« Orient » constitue un aspect décisif et méconnu de cette période révolutionnaire qu'entend éclairer ce livre.

Temporalité : un « court moment révolutionnaire »

L'histoire sociale contemporaine privilégie les approches de longue durée. La tradition révolutionnaire se comprend elle aussi, on l'a dit, à l'échelle de plusieurs siècles. Mais pour qui s'intéresse à l'histoire *d'une* révolution s'impose la réalité d'un temps court : en quelques années adviennent des phénomènes sans équivalents⁸. Pour la France un historien a par exemple diagnostiqué une situation « d'insubordination ouvrière » autour des années 1968⁹. Nos années 1918-1921 s'inscrivent dans un tout autre registre mais la force du « mouvement des conseils ouvriers » (le *Rätebewegung*), impliquant des formes de mobilisation politique qui témoignent d'une forte aspiration à la démocratie directe, permettent aussi de qualifier cette période d'« ère de l'insubordination ». C'est une séquence de refus : refus de la guerre et de la boucherie qu'elle engendre bien sûr, mais aussi refus des valeurs portées par les Empires et des hiérarchies traditionnelles.

Cette approche du « temps court » prend à rebours une historiographie influente issue de Max Weber, sensible à l'histoire des structures sociales avec une attention toute particulière à la bureaucratisation¹⁰. Mais ces études, quoique précieuses, tendent à relativiser le rôle de la révolution, alors même que le mouvement des conseils a constitué justement le moment de l'histoire des pays germanophones où a été contestée avec le plus de vigueur cette bureaucratisation. Il est d'ailleurs nécessaire de resituer précisément dans cette conjoncture le rôle de Max Weber lui-même, qui fut impliqué politiquement au cours de cette période et extrêmement méfiant envers ces formes politiques nouvelles, voire hostile.

Mais n'opposons pas schématiquement les temporalités. Revenir sur ces quelques années, c'est aussi le moyen de comprendre sur le temps long l'histoire de la genèse de l'extrême-gauche ou de la « gauche radicale » contemporaine en Europe. Celle-ci connaît depuis le début du XXI^e siècle un certain regain de dynamisme avec des courants divers, notamment « post-autonomes » en Allemagne, refusant toute médiation des partis politiques et syndicats. Or c'est pendant le moment révolutionnaire 1918-1920 que ce genre de contestation est apparu¹¹.

Ce temps d'insubordinations et de contestations est aussi celui d'une floraison d'utopies et de projets alternatifs à l'ordre qui prévalait jusqu'alors. Les aspirations qui traversent la société sont alors diverses voire contradictoires. C'est au même moment que s'inventent dans les décombres des deux Empires

des modèles de démocratie radicale et les bases du « modèle allemand » marqué par la coopération entre syndicats ouvriers et patrons. De ce point de vue, la division entre courants du mouvement ouvrier (sociaux-démocrates et communistes sans oublier d'autres courants comme les « indépendants », l'« ultra-gauche », etc.) a nourri de multiples projets de réorganisation politique de la société, dont la portée dépasse largement les pays concernés. Dans ce contexte, l'histoire contrefactuelle (« que se serait-il passé si... ? »¹²) prend tout son sens : alors que le grand public retient le dénouement tragique du triomphe du fascisme en 1933, quinze ans plus tôt le champ des possibles était en réalité très ouvert.

Une « révolution », vraiment ?

Le présent ouvrage propose, à partir de ces événements, une réflexion sur la définition même d'une *révolution*. Il ne s'agit pas uniquement d'un enjeu historiographique : dès l'époque même la caractérisation de « révolution » est en jeu. Faut-il plutôt évoquer un « bouleversement radical » (*Umwälzung*), un renversement (*Umsturz*) ? Nombre de courants nationalistes n'hésiteront pas à parler de « révolution allemande » pour définir leurs projets, jusqu'aux mouvements nazis et leur « révolution nationale-socialiste ». Les révolutions de 1918-1921 constituent ici un cas d'école particulièrement intéressant puisque, en dépit des multiples usages du mot révolution de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, le caractère révolutionnaire est dénié ou relativisé *a posteriori*, beaucoup considérant qu'il n'y a pas eu de révolution comme en 1789 en France ou 1917 en Russie.

Aussi notre propos s'autorise des allers et retours et comparaisons avec ces révolutions pour mieux caractériser la séquence. La révolution allemande est intégrée dans un cycle plus large inauguré par la Révolution française de 1789-1799. Il ne s'agit pas là d'un choix franco-centré, ou lié à l'intérêt ancien de l'auteur de ces lignes pour la « Grande Révolution » de la fin du XVIII^e siècle. Cette référence fait sens car c'est à partir d'elle qu'une définition du mot révolution a été fixée pour l'époque contemporaine. Cette définition a fait le tour du monde, quoique l'on en pense, et elle imprègne encore largement les courants subversifs en Europe aux lendemains de la Première Guerre mondiale¹³. Le rayonnement idéologique et intellectuel de la Révolution française est alors encore très puissant d'autant que, faut-il le rappeler, la France fait partie des pays vainqueurs de la guerre, même si elle est justement pour cela abhorrée par une large partie des germanophones.

Au-delà de ces quelques constats, au moins deux éléments légitiment les allers et retours entre 1789 et 1918. En premier lieu la question de l'émergence d'une « deuxième révolution », c'est-à-dire d'un deuxième temps du processus révolutionnaire, d'un épisode plus radical. La séparation entre l'avant et l'après-1792 – le début de la Première République – est devenue canonique pour la Révolution française ; une même interrogation traverse les années 1918-1921 avec la naissance des courants communistes et « conseillistes » (dans le sillage des conseils ouvriers)¹⁴. L'autre aspect décisif est le rapport dialectique entre révolution et contre-révolution. L'approche de la contre-révolution a été particulièrement renouvelée, les motifs de mobilisation et les approches des contre-révolutionnaires étant désormais autant étudiés que celles des révolutionnaires eux-mêmes¹⁵. L'hostilité aux Républiques en Allemagne et en Autriche a été immédiate. La « contre-révolution » pose aussi des problèmes de définition : les acteurs les plus à gauche, notamment les communistes, considèrent que la social-démocratie incarne la contre-révolution pour avoir pactisé avec l'armée et refusé la perspective d'une République soviétique. Les termes sont donc surdéterminés par les enjeux du moment.

Et il existe alors une multitude de mots qui subissent le même sort. Le « marxisme » ? En résumé, une idéologie influençant alors de manière structurelle les partis et syndicats ouvriers, particulièrement ceux de sensibilité communiste. Le programme nazi visait à éradiquer le « marxisme », au pouvoir selon lui en novembre 1918. Mais le marxisme chez Hitler et les nazis a parfois un sens très large, incluant les libéraux, même si la haine est prioritairement dirigée contre le mouvement ouvrier organisé¹⁶. Pendant la période nazie, la révolution de 1918 occupera une place spécifique : celle d'un moment honni, compris comme l'heure de gloire du bolchevisme comme du parlementarisme. Seront héroïsés tous ceux qui, à l'image des corps francs, ont déstabilisé le régime d'entrée de jeu¹⁷. En 1933, avant de mettre en œuvre l'extermination des Juifs, Hitler mène immédiatement à exécution son plan : rayer la République de l'histoire allemande. Aux sources du nazisme, il y avait bien avant tout la volonté de jeter aux oubliettes les immenses espoirs d'émancipation politique et sociale nés à la fin de la guerre.

Une histoire méconnue

Il existe en français quelques études classiques traitant de l'histoire de la révolution allemande¹⁸. Elles datent pour la plupart du moment 1960-1970 lorsque les projecteurs étaient braqués avant tout sur l'histoire du Parti

communiste d'Allemagne et l'échec du mouvement ouvrier face au nazisme. À la même époque d'innombrables études ont paru dans les deux Allemagnes et en Autriche sur l'histoire des premiers pas de la République. En RFA dominait l'idée que « Bonn n'est pas Weimar », avec un fort intérêt pour la phase finale des années 1930 et la prise du pouvoir des nazis. Un courant historiographique de gauche autour de Sebastian Haffner affirmait l'idée d'une « révolution trahie » par les sociaux-démocrates¹⁹. Puis l'émergence et le développement de l'histoire sociale, notamment autour de l'école de Bielefeld, a pris ses distances avec ces approches d'histoire politique en resituant l'évolution des classes ouvrières sur la longue durée. En RDA la période de la « Révolution 1918-1919 » était un enjeu d'État ; on valorisait l'histoire du Parti communiste (KPD) et les figures héroïques de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Malgré des approches monocolors et souvent dogmatiques, plusieurs études ont permis de mettre en lumière des aspects importants du mouvement républicain et révolutionnaire. En Autriche la social-démocratie, au pouvoir de 1970 à 1983, a réactivé (sous la pression de son aile gauche) les références à des austro-marxistes figures de la révolution de 1918 comme Otto Bauer, donnant lieu à de multiples publications remarquables, notamment à propos des conseils ouvriers²⁰. À noter dans tous les cas l'importance de multiples études régionales, qui permettent de mieux connaître les réalités des pays concernés au-delà des grands événements dans les principaux centres industriels du pays²¹.

Après la réunification allemande en 1990 la thèse des « deux dictatures », renvoyant nazisme et RDA dos-à-dos a eu tendance à minimiser puis oblitérer complètement les mobilisations politiques et sociales de ces années d'après-guerre, tandis que les audaces de l'époque Kreisky à Vienne étaient reléguées aux oubliettes au profit de l'histoire du nazisme, jusqu'alors largement refoulée. Puis un certain regain d'intérêt a pu s'observer en 2008 dans un contexte où l'histoire porte de nouveau un intérêt aux mondes ouvriers (avec un fort volet d'histoire locale, sans oublier l'intérêt spécifique pour l'histoire des femmes²²).

Pour le centenaire de 2018, un nombre important de publications est à relever²³. Une des lignes directrices qui en ressort est la réintégration de 1918 dans l'histoire longue de l'Allemagne : un moment de démocratisation avec la reconnaissance des syndicats, des comités d'entreprise, le développement d'une culture populaire et ouvrière (notamment à Vienne). Dans tous les cas on insiste sur le rôle fondateur de la violence²⁴ pour tenter de la comprendre dans son contexte. De leur côté, quelques études cherchent à vivifier la

mémoire des épisodes de démocrate radicale²⁵, car ce nouveau « roman national » à l'allemande a tendance à minimiser les conflictualités politiques et les luttes sociales.

L'idée du présent ouvrage a germé à l'occasion d'une série de conférences données en France et en Allemagne sur l'histoire des révolutions en 2018 en Allemagne, en Autriche et en France. Le constat de la forte méconnaissance des événements côté français nous a convaincu de mener ce projet à terme. L'écriture de ce livre résulte d'un intérêt pour la période 1860-1920 vieux d'une vingtaine d'années, nourri de nombreuses lectures de sources de l'époque et d'ouvrages sur l'histoire des révolutions. Des mémoires de généraux ayant réprimé sans ménagement les révolutionnaires aux courants les plus « gauchistes » qui connurent à l'époque une influence non négligeable, rien n'a été exclu pour tenter de comprendre la particularité de ce moment historique singulier. La lecture de nombreuses sources, des brochures militantes peu passées à la postérité aux rapports des ministères de l'Intérieur en passant par divers fonds privés constitue l'ossature de ce travail. Ce livre se veut être une nouvelle synthèse sur la période, tout en apportant des éclairages méconnus ou sous-estimés, sur quatre aspects essentiels : la question démocratique (des conseils ouvriers), le regard « orientaliste » sur les révolutionnaires, la définition de la « révolution » et la question du devenir d'une tradition révolutionnaire après le moment « chaud » de 1918-1921.

Insistons enfin sur les événements autrichiens qui n'apparaissent pas ici comme un simple « plus » ou un supplément d'âme par rapport à l'Allemagne pour justifier une approche « mitteleuropéenne ». Le refoulement de l'histoire révolutionnaire est très fort en Autriche, alors même que ce pays a connu une riche expérience de luttes sociales et vu naître et se développer de remarquables théoriciens socialistes. Aussi cet ouvrage se veut également une contribution à la redécouverte de la tradition dite « austro-marxiste »²⁶ qui tenta de dessiner une voie entre le communisme soviétique et la social-démocratie gestionnaire. Revenir sur ces années est donc l'occasion de redécouvrir de multiples traditions socialistes et communistes qui, malgré leurs échecs, furent au cœur d'audacieux projets politiques comme il en existe peu dans l'histoire contemporaine de l'Europe.

Chapitre 1

Le grand espoir du XIX^e siècle : une révolution allemande

14 août 1913. Les grands titres de la presse européenne annoncent la mort d'August Bebel, le président du Parti social-démocrate d'Allemagne (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*). L'Europe, alors en proie aux manifestations bellicistes, retient son souffle. Quelques mois plus tôt, en mai, Jean Jaurès enflamme au Pré-Saint-Gervais les militants et sympathisants socialistes hostiles à la loi des « trois ans » visant à allonger le service militaire. Cette gigantesque démonstration de force montre que rien n'est encore joué : jour après jour, les socialistes se battent pour empêcher la guerre. Mais en Allemagne, ce 14 août, les socialistes défilent non pas pour revendiquer, mais pour rendre un dernier hommage à leur chef respecté. Un immense cortège traverse les faubourgs du Berlin ouvrier, une des grandes cités industrielles du pays et capitale du Reich¹.

Au cœur de l'été, ce décès marque en quelque sorte une trêve. Les articles dédiés à cette grande figure du mouvement ouvrier sont innombrables. À côté de l'actualité la plus brûlante, toute la presse allemande évoque son action, fût-ce pour la critiquer. L'ensemble des responsables socialistes aux quatre coins de l'Europe – et même du monde puisqu'il en est question aussi à Pékin et à Tokyo – envoient des messages à leurs camarades allemands pour témoigner de leur affection à l'égard de Bebel. Parmi les plus respectueux et émus figurent aux premiers rangs les sociaux-démocrates de Vienne, parti « frère » du SPD dans la partie autrichienne de l'Empire des Habsbourg.

Son parcours force le respect. Né en 1840, issu d'une famille pauvre de 14 enfants, Bebel fut d'abord un modeste artisan à son compte avant de devenir une des premières grandes figures du mouvement ouvrier. Fondateur avec Wilhelm Liebknecht (son fils Karl sera un des grands protagonistes de la révolution de 1918) du premier parti ouvrier de sensibilité marxiste en 1869, adhérent de l'Association internationale des Travailleurs, Bebel devient également le premier député socialiste élu au Reichstag en 1867. Il s'oppose avec détermination à la guerre franco-allemande de 1870. Persécuté par les autorités, il résiste héroïquement avant d'accéder en 1892 à la présidence du Parti social-démocrate. Il incarne la montée en puissance du parti : en 1912 le SPD devient la première force du Reichstag. Au soir de sa vie, Bebel pouvait être satisfait : il avait accompagné la destinée extraordinaire d'un petit groupe marxiste devenu la première force politique du pays, pesant un quart des voix².



August Bebel et Wilhelm Liebknecht

Nul ne sait quels choix il aurait fait un an plus tard lorsque la guerre se déclenche. Plus difficile encore est d'imaginer son orientation à la fin du conflit : quel révolutionnaire aurait-il été ? Du côté des institutions de la République de Weimar ? Rallié au communisme bolchevik ? Comme avec

Jean Jaurès en France – mort lui aussi à la veille des grandes confluations que sont la guerre mondiale et la révolution russe – l'ombre de Bebel planera pendant des décennies sur les choix de la gauche allemande.

L'importance de Bebel, désormais presque inconnu en France, mérite d'être soulignée. Nombre d'historiens, délibérément ou non, lui accordent une place inégale. Ainsi dans sa vaste fresque de l'histoire du XIX^e siècle *La transformation du monde*, où il est largement question des Empires (et de celui des Hohenzollern en particulier) l'historien Jürgen Osterhammel n'évoque qu'à la marge l'importance grandissante du mouvement ouvrier dans la vie politique occidentale³. Dans cette vision de l'histoire, l'histoire des mondes ouvriers est certes présente. Comment pourrait-il en être autrement dans une Allemagne ayant connu en quelques décennies l'industrialisation la plus spectaculaire du XIX^e siècle ? Mais la place de leurs représentants politiques est devenue infime. August Bebel, une des figures les plus connues de la vie politique allemande à la fin du siècle, et dont le nom circulait partout en Europe, n'est pas mentionné une seule fois en 1 000 pages. La chose est d'autant plus étonnante que l'historien qu'est Osterhammel traite largement des rapports entre l'Europe et la Chine. Or Bebel, avec quelques autres dirigeants socialistes européens dont Jean Jaurès, est un de ceux qui évoquent avec le plus d'empathie et d'emphase la naissance de la Première République chinoise en 1911.

Surtout une telle absence ne permet pas de comprendre comment et pourquoi une révolution surgira en 1918-1919, ni d'ailleurs nombre d'événements majeurs de l'histoire du « court vingtième siècle⁴ ». Car la progression spectaculaire à Berlin et Vienne de ces organisations sociales-démocrates dans la seconde moitié du XIX^e siècle joue un rôle décisif pour l'histoire des décennies suivantes. Pour la première fois existent non pas des révolutionnaires – il en existe bien évidemment au moins depuis le XIX^e siècle – mais des organisations politiques modernes, structurées et hiérarchisées, dont l'objectif affiché est de contester l'ordre social et politique existant, voire de le renverser.

Au pays de l'idée révolutionnaire

En 1900, ils étaient en effet nombreux à croire, à tort ou à raison, en l'imminence d'une révolution ou, tout du moins, d'un changement politique radical. Le socialisme évolue dans cet horizon d'attente où de nombreux acteurs ont la sensation d'être à la veille de changements majeurs. Le sociologue Georg

Simmel, dont l'œuvre fut déterminante pour Max Weber, note en 1900 : « L'époque moderne et spécialement, semble-t-il, la plus récente, connaît un sentiment de tension, d'attente, de poussée non libérée – comme si le principal était encore à venir⁵ ».

Au XIX^e siècle, il n'est guère possible de comparer l'histoire révolutionnaire de la France avec celle de l'Allemagne ou de l'Autriche⁶. Nul événement n'est comparable dans ces pays à 1789 ou 1793. Mais on ne peut pour autant opposer schématiquement une France au passé révolutionnaire glorieux à une « misère allemande ». Nombre de penseurs, Karl Marx en tout premier lieu, ont cultivé l'idée de cette « misère » indépassable. Ce récit opposant une France à la tête des révolutions avec un monde germanophone atone à ses fondements. La révolution a échoué en 1848 à Berlin, Vienne, Budapest : ni les revendications nationales ni les nouvelles aspirations sociales du prolétariat n'ont été satisfaites. Et si la France a ensuite connu Napoléon III et l'Empire, ce dernier s'est effondré en 1870. Surtout, sa disparition coïncide avec un renouveau républicain et, quelques mois plus tard, naît la Commune de Paris. Brisée et écrasée dans le sang, elle n'en a pas moins montré combien c'est à Paris que l'idée de révolution continue à vivre. La même année à Berlin l'unité de 1871 est menée par des forces nationales et libérales n'ayant pas la moindre sympathie pour le socialisme. Quelques années plus tôt, en 1867, Autriche et Hongrie sont parvenues à un accord fragile mais qui permet aux Habsbourg de régner sur un vaste ensemble territorial. Deux grandes dynasties règnent donc sur le destin de la Mitteleuropa. Les quelques « socialistes de la chaire » favorables à Bismarck développent une idéologie pro-impériale, en tout point opposée à la perspective révolutionnaire. La déprime des intellectuels opposés aux Hohenzollern et Habsbourg se comprend facilement, tant leur avenir politique semble bouché.

Ce tableau mérite pourtant d'être nuancé. En premier lieu parce qu'existe une tradition contestataire et révolutionnaire endogène. Des jacobins allemands (la République de Mayence, notamment) et autrichiens ont joué un rôle non négligeable en 1792-1795. Kant, Fichte et Hegel ont admiré l'œuvre révolutionnaire et napoléonienne, saluée comme une avancée majeure de l'histoire et ce malgré son caractère ambivalent. Les jacobins et radicaux allemands étaient minoritaires, cela ne fait aucun doute. Mais ils ont contribué à installer l'idée qu'une révolution était possible sur le sol allemand. Dans une pièce de théâtre inachevée, Stefan Zweig mettra en scène à la fin des années 1920 les dilemmes de ces jacobins allemands confrontés à leur alliance avec la France révolutionnaire

en 1793. L'acteur historique central de la pièce, Adam Lux, affirme, à propos de l'idée révolutionnaire :

« [J'ai] la conviction qu'elle renaîtra de ses cendres. Une idée qui, comme celle-ci, obéit à une nécessité intérieure ne saurait être mise en pièces à coups de canon, chaque génération lui fournira une nouvelle armée, et l'une d'elles vaincra⁷ ».

Le proche compagnon de Marx, Friedrich Engels, qui a combattu sur les barricades en 1848-1849, est convaincu que le peuple allemand finira par se soulever contre ses oppresseurs. Grand amateur d'histoire militaire – d'où son surnom affectueux de « général » donné par ses proches – et plus sensible au patriotisme allemand que son ami philosophe, Engels refuse de sombrer dans le déclinisme. Aux lendemains de 1848, il écrit une fresque de « l'aile gauche » de la réforme protestante du XVI^e siècle, *La guerre des paysans en Allemagne*⁸. Se fondant notamment sur un ouvrage de Wilhelm Zimmermann – un membre de l'éphémère Parlement de Francfort en 1848 – Engels revient sur les combats héroïques des paysans anabaptistes (des protestants radicaux en rupture de ban avec Luther) et un de leur dirigeant éminent, Thomas Münzer. Il y voit le début d'une glorieuse tradition de révolution en Allemagne, qu'il convient désormais de poursuivre avec les nouveaux acteurs de l'histoire : le prolétariat ouvrier.

Aussi les partisans de ce que l'on commence à appeler « marxisme » en sont convaincus : la révolution allemande finira par triompher. Cette conscience du rôle historique du socialisme se fonde sur une réappropriation d'événements passés. Quatre-vingts ans plus tard, un haut responsable de l'armée, le général von Seeckt, affirmera que « la conscience de participer à une tradition glorieuse a une influence indéniable sur la valeur d'une troupe⁹ ». Engels n'aurait certainement pas désavoué un tel constat pour les sociaux-démocrates.

Écrire une histoire de la guerre des paysans en 1850 relevait du défi, alors même que l'ordre avait été rétabli quelques mois plus tôt. Mais des signes d'espoir existent : les premières associations ouvrières, dont quelques groupes politiques comme la Ligue des communistes, ont montré une combativité et une énergie à toute épreuve au cours des révolutions de 1848. Même s'ils ne peuvent guère prétendre avoir pesé sur le processus d'ensemble, ces premiers noyaux constituent l'embryon de groupes qui, progressivement, donnent naissance à des partis ouvriers. Le premier naît à Leipzig (en Saxe) sous la houlette de Ferdinand Lassalle en 1863. Six ans plus tard, à Eisenach, une organisation défendant davantage les positions de Marx et Engels est fondée, avec comme